

Généraliser la politique de la carotte

Pour Agnès Benassy-Quéré, directrice du CEPII, les règles contraignantes du Pacte de stabilité et de croissance n'ont pas empêché la crise grecque. Selon elle seules des incitations substantielles sont efficaces pour éviter qu'un pays sombre.



Agnès Benassy-Quéré, directrice du CEPII, observe avec un certain scepticismisme les déclarations martiales sur le plan grec. D'abord, on n'a jamais demandé à aucun pays un effort aussi brutal (trois ans de vaches très, très maigres). Ensuite elle sait que la réalité des programmes d'ajustement structurel est souvent décevante. En fait, soit les pays ne respectent que très partiellement leurs engagements, soit leur croissance est cassée. "On n'a pas vraiment le choix entre la carotte et le bâton parce qu'on s'aperçoit que la seule chose qui marche, c'est la carotte", explique-t-elle.

Les règles contraignantes du Pacte de stabilité et de croissance n'ont rien empêché, la pression entre membres du club européen pas davantage. Il faut selon elle accompagner l'ajustement grec de plusieurs "carottes" : 1) l'assortir de fonds de cohésion européens (ce qui se rapproche le plus d'une solidarité au sein d'une fédération, sachant que l'option fédérale n'est pas soutenue par grand monde en ce moment) ; 2) fournir à la Grèce des financements d'urgence à taux très préférentiels, conditionnés au respect de ses engagements ; 3) créer une agence de notation européenne pour échapper aux étranges fantaisies des Moody's et autre Standard & Poors qui ne dégradent pas les notes de dette souveraine lorsque des pays dérapent manifestement, et le font au pire moment, rendant la guérison impossible.